

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard - 8 juillet 2024 - 1,50 €

N° 91

Coups de théâtre

Une fois de plus, les instituts de sondage n'ont été d'aucune aide pour prévoir les résultats des dernières élections. Il faut dire que les effets inexorables des institutions et des lois électorales donnent des effets surprenants pour qui voudrait que l'élection ne soit que la traduction d'un pourcentage de voix obtenu. Avec à peu près le même pourcentage de voix que les travaillistes britanniques – qui accèdent confortablement au pouvoir avec 415 sièges sur 650 – le Rassemblement national n'obtient que 143 sièges sur 577 chez nous. Jordan Bardella est donc très loin de pouvoir exiger le poste de Premier ministre. C'est la coalition du Nouveau Front Populaire qui est finalement arrivée en tête. Les projections, que l'on ne pourra vérifier qu'après le 18 juillet, date de l'élection du président de l'Assemblée nationale, lui donne quelque 180 députés. De quoi exiger la tête du gouvernement ? De quoi faire arriver au pouvoir La France insoumise, la principale formation de cette coalition, et son vieux leader Jean-Luc Mélenchon ? Rien n'est moins sûr.

La France n'a pas ce système à l'anglaise – que Michel Debré appelait de ses vœux – du scrutin uninominal majoritaire à un tour, conçu pour favo-

riser une alternance claire entre droite et gauche au mépris des opinions minoritaires. Elle n'a pas non plus un système à l'italienne, qui combine une part de scrutin uninominal majoritaire à un tour et une part de proportionnelle, qui a été conçu pour avantager les partis du centre, mais n'a pas empêché les partis dits d'extrême droite de conquérir et de conserver le pouvoir (en cumulant 43 % des voix). Quant à l'Allemagne et aux pays d'Europe du Nord on sait qu'ils bénéficient d'une culture institutionnalisée du compromis, qui facilite des contrats de gouverne-

ment négociés, souvent durant de longs mois après la proclamation des résultats électoraux. Sur le continent européen, il y a autant de systèmes électoraux que de pays, mais celui de la France qui, jusqu'à présent, refuse la proportionnelle et qui permet de larges désistements entre les deux tours, apparaît comme particulièrement propices à d'improbables coups de théâtre.

C'est le président de la République qui a la main, avec le droit de choisir le prochain Premier ministre. Ce dernier possédera alors immédiatement la capacité à gouverner. Sauf qu'il

pourra tomber à la première occasion, notamment lorsqu'il devra faire adopter un budget. Sauf qu'en France la rue – donc les extrêmes et les divers provocateurs – a trop souvent son mot à



SOMMAIRE

P. 1 : Coups de théâtre. – P. 2 : Fractures. – Futur antérieur ou passé surcomposé. P. 3 : Lectures. – P. 4 : ¡No pasarán! – Mytiliculture. – Monde agricole. – Hôpital. – P. 6 : Grande-Bretagne. – P. 7 : Le rusé M. Orbán. – Espace.

dire. Issu de la gauche ou du centre, très politique ou plutôt technicien, le nouveau gouvernement aura en principe un an pour gérer les affaires courantes puisqu'il ne pourra, même en cas d'improbable démission du président de la République, y avoir de nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale avant un an... Les affaires courantes, ce sont d'abord les Jeux olympiques, puis le budget de la nation, sans oublier la guerre en Ukraine... Tâches herculéennes.

Une chose est certaine, c'est que ceux qui auront prêté la main à ce gouvernement provisoire, se couperont les ailes pour les prochaines élections, notamment la prochaine présidentielle. Cela veut dire que tous ceux qui ont cette ambition présidentielle – et ils sont nombreux – doivent se tenir à l'écart. Allons-nous être gouvernés par des seconds couteaux en ces temps cruciaux ? Le président voulait une clarification en faisant appel au peuple. Le peuple a répondu massivement, mais on ne voit que plus clairement qu'il y a trois France (au moins), comme César pouvait dire qu'il y avait trois Gaules, ce qui ne fut pas très favorable aux Gaulois, que nous prétendons être restés, ou quand le « roman national » redevient un (mauvais) feuilleton à suspens.

Frédéric Aimard

Fracture

Voici presque trente ans, Jacques Chirac avait popularisé le thème de la « fracture sociale » qu'il affirmait vouloir réduire et qui

fut sacrifiée quelques mois plus tard sur l'autel de la rigueur. Cette fracture sociale s'est aggravée et elle s'est accompagnée d'une fracture territoriale que les élites dirigeantes n'ont pas voulu voir. De droite ou de gauche, les maires des grandes villes (Alain Juppé à Bordeaux, Bertrand Delaunay à Paris) ont favorisé la métropolisation. Les capitales régionales ont concentré toujours plus de richesses, de pouvoirs, de lieux de loisirs tandis que « la province », comme on disait encore à la fin du siècle dernier, voyait disparaître ses industries et maints services publics.

Décrite par le géographe Christophe Guilluy, la « France périphérique » est apparue aux yeux des élites comme une réalité préoccupante – mais dont elles ne se sont pas soucies. Pourtant, la surface occupée par cette « périphérie » est prépondérante sur le territoire national et la majorité des Français y ont leur résidence. On a donc redécouvert cette France périphérique lors de la révolte des Gilets jaunes, qui n'a pas servi de leçon. Or on s'aperçoit de plus en plus nettement que cette France populaire, qui dispose de faibles revenus et qui se sait ignorée ou méprisée, exprime massivement sa colère en votant pour les candidats du Rassemblement national. Il y a bien entendu des exceptions, mais les cartes des élections de juin et juillet montrent une opposition complète entre la France des campagnes et des petites villes qui vote pour Jordan Bardella et celle des métropoles. À Paris comme à Bordeaux, à Nantes comme à Lyon, les batailles électorales opposent les

fractions de la bourgeoisie aisée, qui votent ou votaient pour Emmanuel Macron, ou pour les partis de gauche en raison de leur progressisme en matière de mœurs.

Cette fracture sociale et territoriale est et restera explosive tant que les principaux partis politiques éviteront de réfléchir aux solutions qui permettraient une réunification de la nation.

Claudine Uzerche

Futur antérieur ou passé surcomposé

Le futur antérieur désigne une action censée se dérouler dans l'avenir avant une autre et le passé surcomposé une qui s'est produite avant une autre dans le passé. L'irréalité, pour ne pas dire l'irréalisme, de la situation politique amène à se demander quel présent nous vivons et quel futur nous attend. Le résultat du second tour des législatives a pu effectivement apparaître surprenant, notamment par rapport aux sondages et à la dynamique du premier tour, sans oublier la continuité avec les européennes. Il n'empêche que le pays tout entier se trouve engagé dans un nouveau cycle, mais pas aussi limpide qu'affecte de le croire Jean-Luc Mélenchon, qui a tout de suite décrété que le Nouveau Front populaire devait gouverner, comme si n'existaient pas d'autres formations que celle qu'il a parrainée.

Contrairement à ce que laissent prévoir tous les sondages, malgré un petit tassement à la fin de la semaine, le Rassemblement

national est arrivé en troisième position. Le Nouveau Front populaire se trouvant en tête et la majorité présidentielle en seconde position, on en conclut logiquement que l'espèce de front uni qui a rassemblé gauche et macronistes a bien fonctionné, avec des désistements favorables aux uns et aux autres. Finalement, le chef de l'État a continué à jouer sa dernière mélodie, « à gauche toute ».

On oubliera les affrontements, les propos peu amènes et les comportements inattendus, tel Édouard Philippe annonçant voter pour un communiste. Une seule chose a compté : tout subordonner à la logique d'une morale décrétée républicaine pour diaboliser et contrer les candidats RN. Finalement, les appels de personnalités sportives, culturelles et médiatiques ont fonctionné. Mais pour quel résultat demain, lorsque Gabriel Attal aura été remplacé par un quatrième Premier ministre en guère plus de deux ans ?

On peut compter sur Jean-Luc Mélenchon pour rappeler ce qu'on lui doit : son discours s'est immédiatement imposé, bien préparé, bien charpenté et bien nourri, y compris par une citation de Ma France, dans laquelle Jean Ferrat évoquait aussi Robespierre et le Front populaire... Quant à Jupiter, il devient moins que jamais maître des horloges car, comme l'expliquait dès 2017 le politologue Jérôme Jaffré, « le macronisme est une pyramide qui repose sur la pointe », ce qu'ont abondamment montré sa solitude et son incapacité à utiliser des réseaux et à collaborer avec les forces vives. Lui qui a cru pouvoir laminer la

■ **Législatives** : Le second tour du 7 juillet a connu un taux de participation de 66,63 %. La coalition présidentielle passe de 245 sièges à 166. Le Nouveau Front populaire est crédité de 178 sièges et on comptabilise 14 divers gauche. Les Républicains conserveraient 42 sièges auxquels on ajoute 25 divers droite. Le Rassemblement national et ses alliés en obtiennent 143 au lieu de 89. Les divers (régionalistes, dont un indépendantiste kanak...) sont au nombre de 9. Gabriel Attal a présenté sa démission au président Macron le 8 juillet. Personne ne sait qui sera le prochain Premier ministre et combien de temps il pourra se maintenir.

■ **Informatique** : L'autorité de la concurrence française a annoncé son intention de poursuivre en justice le fabricant de puces graphiques (GPU) américain Nvidia. Fondée en 1991 par l'ingénieur d'origine taïwanaise Jensen Huang, la multinationale est accusée d'être en situation de monopole technologique dans le domaine de l'intelligence artificielle. Sa capitalisation boursière (3 340 milliards de dollars) a dépassé celles de Microsoft ou Apple.

■ **Foot** : L'équipe de France affrontait celle d'Espagne le 9 juillet en demi-finale à Munich.

■ **Disparition** : L'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas est mort le 3 juillet à l'âge de 101 ans.



ROMAN

Champagne et trahisons

Juin 1940. Les troupes allemandes parquent dans Paris. Malgré le couvre-feu, un lieu reste ouvert jour et nuit : le bar du grand hôtel Ritz. Les hauts gradés de la Wehrmacht, Göring en tête, y défilent pour faire la fête et se saouler. On y croise des célébrités : Arletty, Cocteau, Guitry, Coco Chanel... Les meilleurs crus et l'argent coulent à flots dans ce havre de paix. C'est le domaine de Franck Meier, ses cocktails sont réputés, ses trafics appréciés. Le barman cache un secret : il est juif. Pendant toute l'Occupation, il servira les nazis. Le roman de Philippe Collin raconte les années sombres, la délation et les rafles. Et puis les Américains arrivent et avec eux le temps de la vengeance.

« Le barman du Ritz », Philippe Collin, Albin Michel, 416 p., 21,90 €.

DÉFENSE

Drone de guerre

Depuis la guerre du Golfe en 1991, l'armée de Terre française utilise des drones. Autrefois pilotés par des techniciens, ces engins ont évolué : plus



petits, plus puissants, plus réactifs et capables d'être manipulés par chaque soldat sur un terrain d'action. Le colonel Pierre-Yves Le Viavant commande le 61e régiment d'infanterie de Chaumont spécialisé dans le renseignement par imagerie. Balkans, Afghanistan et Afrique, son livre relate son expérience, celle des hommes qui montent la garde l'œil rivé à la machine, et les succès remportés.

« Pilote de drone », Pierre-Yves Le Viavant, Les Belles Lettres, 232 p., 21,50 €.

POLAR

La chasse au trésor

Quel plaisir de retrouver Cathie, propriétaire du restaurant « Bretzel et beurre salé » à Locmaria, et son amoureux Yann, journaliste ! Et comme toujours avec le couple Le Moal, auteurs de cette saga de cosy crime, l'histoire de la Bretagne est mise à l'honneur. Ce 14 juillet, le village célèbre la fête nationale et surtout la mise au jour d'un dolmen enfoui depuis des siècles, un monument qui fait bien des envieux. À la nuit tombée, le responsable des fouilles, l'historien Adrien Heliaz, est assassiné. Cathie et Yann vont



enquêter dans le milieu des trafiquants d'art, allant jusqu'à New York.

« Bien mal acquis ne profite jamais », Margot et Jean Le Moal, Calmann-Lévy, 400 p., 15,90 €.

REVUE

Femmes journalistes

Pour son dixième anniversaire, Sept, le mook suisse dédié aux faits de société, rend hommage à sept femmes pionnières du journalisme, au tournant du XIX^e et XX^e siècles. Parmi les portraits : Séverine qui fut la première femme à diriger un grand quotidien, Maryse Choisy qui a inventé le « reportage vécu », Martha Gellhorn qui a couvert tous les conflits mondiaux du siècle dernier...

« Les pionnières du journalisme », revue Sept, n° 45, environ 28 €. En librairie.



gauche et la droite n'a obtenu comme résultat, pour reprendre un mot d'Anne Hidalgo, que « le chaos ». D'ailleurs, dans la nouvelle Assemblée, ses partisans se sont étioles par rapport aux fidèles d'Édouard Philippe et de François Bayrou.

Les difficultés commencent donc, surtout pour les Français. L'impossible trêve des Jeux olympiques ne pourra dissimuler les éruptions de certains et les frustrations des autres. Quand on veut bien prendre conscience de l'état des lieux, l'avenir n'incite pas à l'optimisme.

Claudine Uzerche

¡No pasarán!

Faute d'être connu, le passé se trouve soit nié soit caricaturé, volontairement ou pas. Tandis que les véritables historiens scrutent avec humilité ce qui a été vécu avant eux et la manière dont on en a parlé, les perroquets de la communication et de la politique se gargarisent de slogans et font mine de revivre ce qu'ils attribuent aux grands ancêtres. Le Nouveau Front populaire vient d'en donner l'exemple pendant un mois, oubliant que la Chambre de 1936 remettrait quatre ans plus tard les pleins pouvoirs au maréchal Pétain...

La confusion mentale éclate avec la fameuse production collective de vingt rappeurs français intitulée *No pasarán* [Ils ne passeront pas] pour montrer leur farouche volonté de s'opposer à l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national. Des expressions aussi gracieuses que « on vote contre les porcs », « baise la mère à Bardella »

ou « Marine et Marion, les putes, un coup de bâton sur ces chiennes en rut » ont été complétées de scènes de la vie quotidienne telles « y a mon pote sous OQTF » ou « j'suis dans l'allée, j'vends c'qui fait planer ». Du point de vue historique, le titre se voulait une reprise du slogan des combattants espagnols opposés au général Franco. Il apparut pour la première fois le 16 juillet 1936 sur les lèvres de la députée communiste Dolorès Ibarruri, dite la Pasionaria, afin de galvaniser les troupes républicaines.

Celle-ci, en bonne stalinienne, s'en prenait à tous ceux qui n'étaient pas de son opinion, qu'ils fussent de droite, du centre ou même de gauche. Célèbre pour avoir, semble-t-il, annoncé que le député de droite Calvo Sotelo serait assassiné dans moins de 48 heures, ce qui arriva, elle poussa aussi à l'élimination des anarchistes et des trotskistes. Jean-Luc Mélenchon, formé par une des principales organisations trotskistes françaises, l'Organisation communiste internationale, devrait se méfier ; à moins qu'il reste protégé par son ancien pseudonyme de Santerre, du nom d'un des dirigeants jacobins ayant réussi à traverser la Révolution.

Précy

Mytiliculture

Images insolites le vendredi 5 juillet que celles du blocage du barrage de la Rance qui relie Saint-Malo à Dinard, un point de passage routier très fréquenté en été. Elles étaient le fruit de la colère des producteurs

de moules d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-d'Armor face aux menaces pesant sur leur profession. La production de ce coquillage s'est en effet développée dans la baie du Mont-Saint-Michel et alentours après la Seconde Guerre Mondiale grâce au savoir-faire de familles venues notamment de Charente-Maritime.

Depuis le début de l'année, les mytiliculteurs bretons s'inquiètent, non sans raisons, de l'effet néfaste de la prolifération de prédateurs naturels des moules comme l'araignée de mer qui prolifère désormais sur ces côtes. Ils fustigent l'absence d'action de l'État face aux diverses pollutions marines qui favorisent paradoxalement la croissance des araignées de mer qu'il est par ailleurs interdit de pêcher. L'autorisation de les effrayer a été prise trop tardivement cette année aux yeux des producteurs.

La prédation des coquillages est particulièrement forte de mi-juin à octobre, qui correspond à la période d'ensemencement c'est-à-dire d'enroulement des cordages accueillant les naissains de moules autour des pieux appelés bouchots. Les professionnels du secteur ont déploré l'absence de réaction du ministre de la Mer, Hervé Berville, pourtant en campagne pour être réélu député des Côtes-d'Armor.

Jérôme Besnard

Monde agricole

En charge des questions agricoles et d'alimentation dans le gouvernement désormais démissionnaire

de Gabriel Attal, Marc Fesneau est aisément réélu dans sa circonscription de Blois (Loir-et-Cher) comme candidat de la majorité présidentielle avec 60,20 % face au Rassemblement national. Il siègera, comme par le passé, au sein du groupe Modem regroupant les amis de François Bayrou.

D'autres candidats issus du monde agricole sont réélus, comme Jean-Luc Bourgeaux, candidat de la droite et du centre dans la circonscription de la droite et du centre dans la circonscription de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), où il obtient 69,2 %, là encore face au Rassemblement national.

Le parti de Marine Le Pen perd le viticulteur bordelais Grégoire de Fournas, battu dans sa circonscription de Gironde mais son confrère Christophe Barthès est facilement réélu à Carcassonne, dans l'Aude, avec 62,21 % des voix face au parachuté trotskiste Philippe Poutou, candidat du Nouveau Front Populaire. La coalition de gauche fait élire en Charente-Maritime l'ancien député européen écologiste Benoît Biteau qui obtient 53,39 % des voix. À l'image de la nouvelle Assemblée nationale, la représentation politique du monde agricole présente donc un visage très divers.

J. B.

Hôpital

L'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux (Anap) vient de lancer l'outil « *Mon empreinte carbone* ». Il est destiné, comme on s'en doute, aux établissements publics sa-

nitaires et médico-sociaux afin qu'ils puissent estimer rapidement les émissions de gaz à effet de serre liées à leur activité. L'objectif est qu'ils aient une « data-visualisation instantanée » de leurs émissions de CO2 et connaissent les postes les plus émetteurs sur lesquels ils pourront agir en priorité. Cet outil est, selon l'Anap, un « levier opérationnel » de décarbonation des hôpitaux.

Il permettra donc à chaque établissement de savoir précisément où il en est. Car les grosses masses sont connues depuis longtemps. C'est l'Anap qui indique, par exemple, que le transport représente 13 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé. L'organisme a même publié, au mois d'avril, un kit de ressources opérationnelles pour accompagner les établissements et organisé un webinaire sur le transport durable au cours duquel des établissements ont fait part de leurs plans et bonnes pratiques.

Ce fut l'occasion d'apprendre que le CHRU de Nancy, qui possède encore des véhicules diesel (quelle horreur !) envisage d'avoir recours aux drones notamment pour transporter les échantillons de biologie, voire les médicaments. Pour le fret volumineux, l'hôpital réfléchit à l'utilisation de vélos-cargos qui pourraient également servir à transporter des personnes. Le CHRU de Nancy ne précise pas si ces personnes sont des malades. Ne risquent-ils pas d'être un peu trop secoués dans ces engins ?

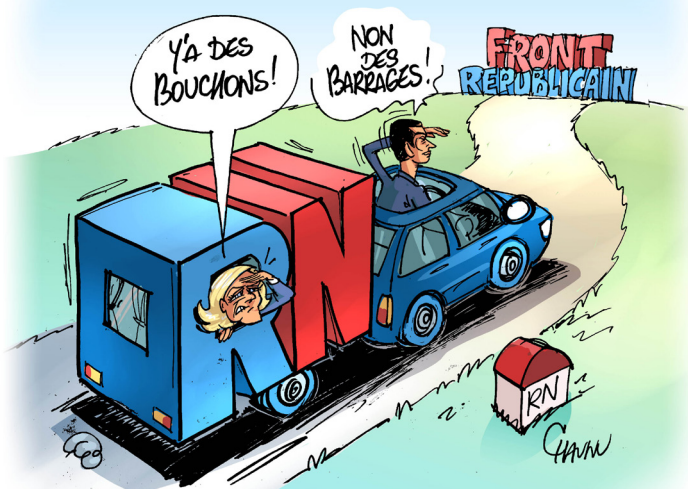
S'ils préfèrent l'ambulance pour se rendre à l'hôpital, les patients doivent cependant savoir que la

dernière loi de financement de la Sécurité sociale les oblige à utiliser un « transport sanitaire partagé » faute de quoi ils s'exposent à un moindre remboursement de leurs frais. Bien sûr, des dérogations sont prévues par la loi, en fonction de l'état de santé du patient et du trajet à effectuer. Mais la règle est désormais de partager son moyen de locomotion quand on utilise un transport sanitaire léger ou un taxi conventionné.

Bientôt, on demandera aux patients de venir eux-mêmes à vélo à l'hôpital. Après tout, faire du sport est bénéfique pour la santé. Les malades pourraient ainsi arriver à l'hôpital en meilleure forme que lorsqu'ils ont quitté leur domicile !

Trêve de plaisanterie. Pendant que le personnel médical en sous-effectif souffre de ne pouvoir soigner correctement les patients, le personnel administratif pléthorique s'amuse avec ces peccadilles. La bureaucratie tuera l'hôpital. Il faut l'en libérer.

Philbert Carbon



LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard
Édité par Spfc-Acip, 60, rue de Fontenay.
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
TVA intracommunautaire FR21418382149 - ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.
Abonnement 1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail, votre réabonnement
Païement par virement. Rib sur demande. frederic.aimard@gmail.com

■ **Grande-Bretagne** : Le 4 juillet, le parti travailliste a remporté 412 sièges sur les 650 du Parlement britannique. Sir Keir Starmer a aussitôt été chargé par le roi Charles III de former un nouveau gouvernement. Les conservateurs sont passés de 269 sièges à 141 et les libéraux-démocrate en obtiennent 71.

■ **Iran** : À la surprise générale, le député « réformateur » Massoud Pezeshkian a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle le 6 juillet, avec quelque 16 millions de suffrages contre 13 à « l'ultraconservateur Saïd Jilili ». Sa marge de manœuvre face au guide suprême Ali Khamenei et aux institutions verrouillées par les islamistes depuis 1979 est très étroite.

■ **Pays-Bas** : Les quatre partis de droite, dont le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders, qui avaient gagné les élections législatives de novembre 2023, avaient désigné, le 28 mai, un Premier ministre indépendant : Dick Schoof, 37 ans, ancien directeur général du Renseignement. Celui-ci est entré en fonction le 2 juillet avec un gouvernement de 15 ministres, dont 4 vice-Premiers ministres. Il y a un ministre de l'Asile et de l'Immigration.

■ **Climat** : L'ouragan Beryl, de catégorie 5, ce qui est exceptionnel pour cette période de l'année, a balayé les Caraïbes la première semaine de juillet, causant de nombreuses destructions et faisant plusieurs dizaines de morts en Jamaïque, aux îles Caïmans...

■ **Gaza** : Après une initiative diplomatique du Hamas auprès des médiateurs qatari et égyptiens, le premier mi-

Grande-Bretagne

Raz de marée ? Le parti travailliste avec moins de 34 % des voix, seulement 1,6 % de plus qu'aux dernières élections en 2019, double le nombre de ses sièges passant de 202 à 412 sièges sur 650. C'est l'effet de deux phénomènes : le mode de scrutin et la division de la droite.

Le vote à la majorité relative à un seul tour aurait conduit le Rassemblement National à une majorité écrasante à l'Assemblée nationale si l'on considère le nombre de ses candidats arrivés en tête au premier tour. Certes si un tel système avait été instauré en France – comme le souhaitait l'auteur de la constitution de la V^e République, Michel Debré –, les partis se seraient coalisés avant le premier tour comme ils l'ont fait entre les deux tours.

D'où l'idée que la division d'un camp signe son échec. C'est ce qui est ar-

rivé au camp conservateur. Ses voix ont été divisées par deux, majoritairement récupérées par l'ex-parti du Brexit, Reform UK, dirigé par un personnage charismatique, Nigel Farage. Si l'on fait le total des voix des deux partis, ils se placent devant l'électorat travailliste : 38 % contre 34. Or Farage ne réussit à faire élire que cinq députés alors qu'il a sans doute coûté une centaine de défaites au parti Tory.

Le parti centriste libéral-démocrate pro-européen, avec moins de voix que Reform UK, gagne une cinquantaine de sièges pris aux conservateurs au sud de l'Angleterre.

Les Verts font une percée sans pouvoir gagner plus de quatre sièges. Nigel Farage est néanmoins la seule personnalité qui surnage après la déconfiture des dirigeants conservateurs. Sa formation, arrivée le plus souvent en seconde position dans les circonscriptions populaires tenues par les Travaillistes, s'affirme comme la principale op-

position en puissance aux élections de 2029.

Tout dépendra de la capacité du nouveau gouvernement dirigé par Sir Keir Starmer à garder le cap. La survenance d'un exercice « normal » du pouvoir, ne faisant plus appel au charisme – Keir Starmer a perdu tous ses débats avec le premier ministre sortant Rishi Sunak – mais à la régularité, à la technicité, à la stabilité, devrait être mis à l'épreuve au cours du mandat.

Le nouveau premier ministre a réussi à recentrer un parti ancré à gauche sans tomber dans le « *blairisme* » du nom de son anté-prédécesseur coupable d'avoir franchement suivi une politique néo-libérale. Il n'ignore pas pour autant que le parti travailliste avait connu son meilleur résultat et raté de peu la majorité en 2017 sous son prédécesseur Jeremy Corbyn, avatar de Mélenchon, lequel, exclu du parti en 2022, a pourtant réussi à conserver son siège comme indépendant.

Starmer a composé un cabinet subtilement équilibré entre des personnalités diverses, une Chancelière de l'Echiquier (pour la première fois au féminin), Rachel Reeves, économiste super diplômée, en bons termes avec la City, tout en se couvrant à gauche avec sa n° 2, Angela Rayner, fille-mère, syndicaliste, élue d'une circonscription des plus déshéritées du nord de l'Angleterre.

Dominique Decherf



Le rusé M. Orbán

Viktor Orbán est un cas. Membre du Fidesz-Union civique hongroise, un parti plutôt chrétien-démocrate, il est Premier ministre de Hongrie de 1998 à 2002 et depuis 2010. La Constitution qu'il a promulguée en 2012, renforçant le rôle de l'État dans de nombreux domaines, en a fait le champion du souverainisme et, de l'illibéralisme. Affirmant les racines chrétiennes de l'Europe, s'opposant à l'immigration et défendant l'État-nation, il a été accusé de populisme et se trouve fort mal vu d'un bon nombre de pays européens et de bonnes consciences.

Voilà pourquoi celui qui préside depuis le 1er juillet l'Union européenne se trouve en bisbille avec Bruxelles. Son pays a été condamné le 13 juin par la Cour de Justice de l'Union à une amende de 200 millions d'euros et à une astreinte quotidienne d'un million d'euros tant qu'il ne se sera pas mis en conformité avec le droit de l'UE en matière d'asile.

En outre, à peine installé à son poste, il a été, le 5 juillet, rencontrer Vladimir Poutine deux jours après s'être rendu auprès de Volodymyr Zelenski, se définissant comme le « seul pays d'Europe capable de parler à tout le monde ». Il n'a d'ailleurs encore rendu compte de cette initiative à aucun de ses partenaires, s'attirant quelques remontrances. Puis, les 5 et 6 juillet, il a participé au sommet de l'Organisation des États turques, dont la Hongrie est membre observateur depuis 2018 et où se trouve également la République

turque de Chypre du Nord, définie par Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, comme une « entité sécessionniste » puisqu'il s'agit de la partie de la République de Chypre occupée par le régime d'Ankara.

Viktor Orbán adore mettre les pieds dans le plat et jouer les provocateurs. Reste à savoir si ces initiatives, qui témoignent incontestablement d'une certaine franchise, iront au-delà de la singularité et de l'effet d'annonce. Autrement dit, l'Union européenne en profitera-t-elle pour aller au-delà des postures convenues et du psittacisme moralisateur ?

Le Premier ministre hongrois fait en tout cas flèche de tout bois. Le 6 juillet à Vienne, il a lancé une nouvelle alliance politique continentale, les Patriotes pour l'Europe. Aux côtés d'Andrej Babis, l'ancien Premier ministre tchèque, fondateur du parti ANO, et d'Herbert Kickl, le chef du FPÖ autrichien, il a mis en route une machine destinée à regrouper une bonne partie de la droite au Parlement européen. Chega, un parti portugais, a décidé de l'intégrer, tout comme le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas. En effet, pour constituer un groupe à Strasbourg, il faut rassembler au moins 23 eurodéputés représentant un minimum d'un quart des membres de l'UE, soit sept pays. Viktor Orbán compte donc sur Fratelli d'Italia et sur le Rassemblement national français. C'est dire si les positionnements de Giorgia Meloni, furieuse de n'avoir obtenu aucun poste important pour son pays à Bruxelles, et de Marine Le Pen se révèlent importants.

Jean Étèvenaux

Espace

Ariane 6 doit décoller le 9 juillet depuis la station spatiale de Kourou. Un an après le dernier vol d'Ariane 5 qui a effectué 112 lancements réussis, voici venir Ariane 6 qui doit redonner à l'Europe une capacité de gagner l'Espace et de rivaliser avec les plus grands lanceurs sur la planète.

Cette fusée européenne est équipée de quatre boosters (ou deux selon la configuration choisie) et d'un étage réallumable. Elle pèse 530 tonnes et mesure 56 mètres.

Les chances de réussite pour ce premier lancement sont inférieures à 50 %, même si le programme enregistre de nombreux mois de retard. La mission doit durer un peu moins de 3 heures (2 h 50). Plusieurs étapes seront nécessaires depuis l'allumage du moteur principal à hydrogène et oxygène liquide Vulcain. Puis allumage des deux boosters qui se sépareront au bout de deux minutes et dix secondes, le temps de brûler les 142 tonnes de poudre. Il faudra cinq minutes alors au moteur Vulcain pour permettre l'ascension d'Ariane 6. On assistera à la séparation du premier étage. Au bout d'une heure et six minutes, à 600 km d'altitude, la coiffe s'ouvrira pour libérer en plusieurs fois les charges utiles.

Ce vol doit permettre de vérifier que le moteur Vulcain est en capacité de se rallumer plusieurs fois et à envoyer onze charges utiles dont des satellites et deux capsules.

Même si les ingénieurs sont confiants, les risques

d'explosion restent possibles. On se souvient que pour Ariane 5 en juin 1996, la fusée avait explosé 36 secondes après le décollage. Arianespace a déjà programmé un nouveau lancement en 2024, puis 6 lancements en 2025 et 8 en 2026. Il est prévu un programme de neuf lancements dès 2027.

À la différence de SpaceX, la fusée n'est pas réutilisable, mais le programme permet à l'Europe de retrouver son indépendance en matière de lancements.

Philippe Buron Pilâtre

nistre Benjamin Netanyahu a officiellement constitué, le 4 juillet, une équipe pour négocier avec le Hamas, notamment à propos des otages israéliens.

■ **Japon** : La loi qui avait favorisé la stérilisation des personnes handicapées de 1948 à 1996, a été déclarée inconstitutionnelle le 3 juillet 2024, à l'unanimité, par les 15 juges de la Cour suprême. Les quelque 25 000 personnes concernées vont avoir droit à des indemnités supérieures à ce que le gouvernement leur avait déjà proposé à partir de 2019.

■ **Allemagne** : L'armée allemande a fait une commande de deux satellites à Airbus pour 2,1 milliards d'euros.

■ **Allemagne** : Le n° 1 mondial du tourisme, le groupe allemand TUI, qui a annoncé un chiffre d'affaires de 20,7 milliards d'euros pour 2023, espère dépasser ce record en 2024.



Mayotte, la France, l'Océan Indien et l'Afrique

Mercredi 17 juillet 2024 à 18 h 30

Salle de l'AGECA, 177, rue de Charonne - Paris - Métro Alexandre Dumas

**Réunion d'information,
avec Arafa Mbae,**

porte-parole d'entreprises et coopératives mahoraises,
directrice de la mission mahoraise à la 5ème Foire Internationale de la Production Africaine ; administratrice du Partenariat Eurafricain.

Qui présentera la situation dans l'île, les actions de développement économiques qui y sont conduites ainsi que les relations avec le continent africain comme la participation à la 5ème Foire Internationale de la Production Africaine qui vient de se tenir à Dakar

Participation de différentes personnalités de la vie économique mahoraise (invitation faite à Estelle Youssouffa qui vient d'être réélue au 1er tour députée de Mayotte et aux parlementaires de l'île)

La Plateforme Bay Sa Warr a invité les pays de l'Océan Indien à participer à la 5ème Foire Internationale de la Production Africaine. Le Département de Mayotte avait été invité et représentait l'Océan Indien avec Madagascar. La délégation de Mayotte, comprenant notamment des femmes cheffes d'entreprises a été reçue par plusieurs ministres sénégalais ainsi que par l'ambassade de France à Dakar. Ders rencontres ont également eu lieu avec des responsables des politiques conduites par différents pays africains en direction de leur diaspora.

Cette réunion sera l'occasion de rencontres avec la communauté mahoraise de Métropole ainsi qu'avec des représentants d'autres territoires ultra-marins et principalement d'associations néo calédoniennes, guadeloupéennes ou guyanaises.

RSVP : dircas@cas-france.org

pour suivre en temps réel les activités du Pattnariat Eurafricain : abonnez-vous à la page LinkedIn du PE